

Ne quittons pas Rome pour la Mecque !



« Allez, enseignez les nations, les baptisant au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit », charte de la mission apostolique de l'Église. Le message est clair, le constat pourtant est sans appel :

- pratique religieuse en déclin contre un islam devenu première religion de France en nombre de pratiquants assidus
- vocations en chute libre d'où des séminaires et des noviciats vides
- prêtres « déserteurs » de leur sacerdoce tant par leur état que par leurs mœurs
- langage de l'Église lénifiant quand il n'est pas empreint de marxisme culturel et dégoulinant de bons sentiments mondains
- une France fille aînée de l'Église et son petit frère le

Canada catholique versant dans l'athéisme, l'agnosticisme, l'indifférence religieuse.

Ces différents points de constat constituent l'arbre généalogique d'un islam imposant plus ou moins lourdement son joug à l'Europe et à la France.

Envisager l'avenir d'une Europe sécularisée, c'est obliger à une réflexion sérieuse sur l'importance anthropologique du fait religieux. En effet la sécularisation de la société occidentale suscite une réaction de défense des traditions religieuses, malgré nous. À trop vouloir tuer le fait religieux, on obtient la réaction violente de l'opprimé : le terrorisme, arme des faibles.

L'Islam oblige les médias, les responsables de l'éducation, les « gardiens » de la laïcité, les représentants du peuple à parler de religion dans la sphère publique et politique.

L'Islam est un outil de conquête planétaire ; il n'y a pas d'islam politique, il y a trois piliers, essentiels et indissociables :

- la spiritualité communautaire (Islam)
- le projet politique (islamisme)
- la stratégie militaire (le jihâd)

À l'image de Mahomet qui fut à la fois prophète, politicien et chef de guerre.

L'Islam a toujours fini par dominer là où il a pris pied, sauf lorsqu'il a été rejeté par la force. Islam et laïcité s'alimentent l'un l'autre en donnant des fruits : soumission de la société civile et de la religion catholique au joug, certes progressif, de l'Islam.

Ainsi une connivence, voire une coexistence de religions supposant le même « pied d'égalité » est impossible ni à court ni à long terme. Droits de l'homme et démocratie, ces « dogmes » laïques, apportent une réponse incomplète. Nous touchons ici les limites de la liberté religieuse dans une société sécularisée. La France périra par les droits de

l'homme qu'elle chérit.

L'Église, pour sa part, est au carrefour de l'Histoire : sa mission d'évangélisation est impérieuse. Elle n'a que trop tardé, parfois même trop trahi. L'annonce de l'Évangile doit se faire, directe, sans détour. Ne pas évangéliser, c'est recevoir en plein cœur le projectile de la conquête par l'Islam.

Les orthodoxes bulgares ne s'y sont pas trompés, lors de la visite officielle de François (Figaro 5/05/2019). Ce dernier demandait aux Bulgares de « ne pas fermer les yeux, la main et le cœur à celui qui frappe à vos portes ».

La réponse tomba, telle un couperet :

« il faut préserver la foi de l'église chrétienne contre les compromis ».

Douloureuse leçon.

La France était la garde prétorienne de l'Église ; celle-ci doit reconstituer une armée spirituelle combattant avec et au-dessus de l'armée temporelle.

L'État est arrimé à la loi de 1905. Les lois laïques qui formalisent la primauté du droit national sur la loi religieuse sont pertinentes et nécessaires en laissant cependant un espace dont l'Église doit opportunément se saisir.

L'instant est là, le temps de Dieu n'est pas le même mais il est temps.

Il est moins cinq et l'Histoire n'attend pas.

Joséphine de Beauharnais